

CHANGER, C'EST D'ABORD RÉPARER

l'édito

Renouveau politique. Elus, électeurs et observateurs s'accordent sur ce qui semble désormais, ou pour l'instant, une nécessité. Renforcée par la victoire, en France, d'Emmanuel Macron. Par le lancement, il y a un an, de son mouvement échappant jusqu'ici au cadre et à la dynamique de ce qu'on appelle les partis traditionnels. Par son programme panaché, puisant à gauche, à droite et au centre, avançant quelques priorités plutôt que désirant couvrir tous les terrains et toutes les thématiques. Et par le recrutement ou l'accueil de personnalités, publiques ou non, issues elles aussi d'un déroutant patchwork d'horizons.

En Belgique francophone aussi, les appels à ce type de nouvelle structure politique se font et se répondent. Depuis les rangs, voire la présidence, de formations déjà établies, comme depuis ceux de la société civile. Pour un rassemblement plutôt centriste, pour un projet vraiment de gauche, pour un nouvel élan progressiste, pour un retour aux valeurs nationales, etc. Chaque fois, avec les mêmes termes, assésés comme on frappe un gong : « Il faut un renouvellement politique. » Une autre façon de fonctionner, une autre façon de décider, une autre façon de mobiliser, une autre façon de penser, une autre façon d'agir. Avec d'autres visages, d'autres idées, d'autres objectifs.

Envies et initiatives légitimes. Réjouissantes, même. Comme tout ce qui bataille contre l'inertie, le formatage, la toute-puissance et les mécanismes tellement profondément implantés qu'ils imposent, au fond, une forme pernicieuse d'endogamie du pouvoir. Jusque dans les sociétés censées incarner un modèle d'ouvertures, de possibles, d'alternances, de progrès.

Envies et initiatives pourtant pas forcément

réalisables. Parce que, ne fût-ce que pour des raisons financières – de subsides par exemple, quand ce n'est pas simplement par amateurisme avéré – tout mouvement qui souhaite réellement, solidement, durablement et légalement s'impliquer sur une scène politique doit adopter le statut et, peu ou prou, l'organisation d'un « parti traditionnel ». La notion, l'étiquette et la soif de renouvellement en prennent alors pour leur grade. Sévèrement.

Ce n'est pas pour autant qu'il ne faut pas y croire. Ce n'est pas pour autant qu'il ne faut pas l'espérer. Le vaste dossier que nous proposons cette semaine en est la démonstration. Il répertorie dix décisions prises en Belgique, sur plus d'un siècle, par des professionnels de la politique, issus de partis expérimentés, que les francophones, surtout, peuvent considérer aujourd'hui comme dix erreurs. Dont nous payons encore et toujours le prix. Au propre comme au figuré. Des décisions qui résultent de contraintes, de compromis, de pièges, d'aveuglements, de lâchetés, de méprises, de bévues ou de convictions. Mais qui ont mené à ce constat, désolant : en 2017, en Belgique, pays à trois langues officielles, même le bilinguisme généralisé n'est pas imposé ; Communautés et Régions se paralysent systématiquement ; l'école est sans le sou à Bruxelles et en Wallonie ; le rail flamand est soigné aux petits oignons alors que le rail wallon est scandaleusement méprisé ; il n'y a pas de stratégie efficace en matière de transports publics dans la capitale ; il y a soit trop soit trop peu de médecins, etc.

Il y a pourtant des solutions. Evidemment jamais simples à arracher. Ni à pratiquer. Mais bien réelles. Nous les énumérons. En espérant, ardemment, qu'un renouvellement politique les concrétise. Au plus tôt. Là réside sa nécessité. ♦

thierry fiorilli

**« Ce sont des solutions
à ces mauvaises décisions
qu'un renouvellement politique
doit concrétiser. Au plus tôt »**